

DISCOURS, MESSAGES ET ENTRETIENS 1987



Photo M.R.N.D.

de Son Excellence
le Général-Major HABYARIMANA Juvénal
Président de la République Rwandaise
et Président-Fondateur du Mouvement
Révolutionnaire National pour
le Développement.

**DISCOURS DU GENERAL-MAJOR HABYARIMANA
JUVENAL, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE RWANDAISE
ET PRESIDENT-FONDATEUR DU MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE NATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT A L'OCCASION DU 25ème ANNIVERSAIRE DE L'INDEPENDANCE NATIONALE.**

(KIGALI, LE 1er JUILLET 1987)

Militantes et Militants du Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement,

Nous célébrons aujourd'hui le 25e anniversaire de la reconquête de notre indépendance et de notre liberté.

Et c'est avec une émotion profonde que nous accueillons les amis de toujours de notre pays, venus de partout, pour commémorer avec nous, ce 25e anniversaire de la reconnaissance du RWANDA comme membre à part entière des Nations composant notre monde.

Au nom de tout le peuple rwandais, et en mon nom personnel, j'ai l'honneur insigne et la joie intense de souhaiter la bienvenue la plus cordiale à tous nos hôtes, à tous nos amis qui ont tenu à prouver leur solidarité avec le RWANDA, en cette journée solennelle du 1er juillet 1987.

Nous saluons ainsi, avec beaucoup de joie, et beaucoup de sympathie, la présence parmi nous de Leurs Majestés Baudouin 1er, Roi des Belges, et la Reine Fabiola; ils ont eu la très grande bonté d'accepter l'invitation que le peuple rwandais leur a adressée en témoignage des liens profonds et durables qui existent entre le peuple belge et le peuple rwandais. Leur présence parmi nous nous honore et constitue le signe éloquent des relations excellentes, à jamais sans ombre, entre le Royaume de Belgique et la République Rwandaise.

Nous avons aussi le privilège spécial de saluer la présence de nos frères et amis,

- Le Camarade Denis SASSOU-NGUESSO, Président du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Président de la République Populaire du Congo et Président en exercice de l'OUA.
- Son Excellence Kenneth David KAUNDA : Président de l'UNIP et Président de la République de ZAMBIE.
- Le Citoyen MOBUTU SESE SEKO KUKU NGBENDU WA ZABANGA, Président—Fondateur du Mouvement Populaire de la Révolution, Président de la République du Zaïre — et Maréchal du Zaïre.
- Ndugu Ali Hassan MWINYI — Président de la République Unie de Tanzanie.
- Son Excellence YOWERI-KAGUTA MUSEVENI, Président de la République de l'UGANDA et son épouse.

Leur présence est le témoignage vibrant de l'image d'entente, de paix et d'harmonie que notre partie du monde peut offrir, des valeurs sur lesquelles nous allons bâtir le développement et le progrès de nos peuples et de nos nations, dans la fraternité et dans la solidarité.

Nous avons la joie d'avoir parmi nous

- Mademoiselle Maureen REAGAN — Représentant personnel du Président des Etats Unis d'AMERIQUE.

Nous avons parmi nous

- Le Camarade YAZKOULIEV BALLY YAKOULIEVITCH, Vice-Président du Praesidium du Soviet Suprême — Représentant l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

Nous saluons aussi très chaleureusement la présence des hauts dignitaires des pays avec lesquels nous lient des relations si fructueuses et si intenses de coopération.

Nous saluons tous les représentants des Organisations Internationales, Régionales et Sous-Régionales.

Nous saluons particulièrement la présence de Monsieur

Idé OUMAROU, Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine.

A tous nos amis, camarades de combat des premières heures de notre indépendance, je voudrais adresser un salut particulier, plein d'émotion et chargé de tant de souvenirs.

Nous avons la très grande joie d'accueillir parmi nous les distingués représentants et délégués des Organismes de Coopération Gouvernementaux et non-gouvernementaux, les représentants de la Presse, qui nous font l'honneur de leur présence.

Enfin, un salut particulier, nous l'adressons à toutes celles et à tous ceux qui, à titre individuel, ont tenu, si nombreux, à nous témoigner leur amitié et leur solidarité, en cette journée de fête.

A tous nos hôtes, venus si nombreux et souvent de si loin, nous tenons à exprimer nos remerciements les plus sincères et les plus émus : leur présence aujourd'hui parmi nous, Militantes et Militants, dans la joie et l'allégresse de nos festivités consacrées au 25e anniversaire de notre indépendance politique, est le plus vivant et le plus éclatant témoignage de la qualité et du caractère exemplaires des relations d'amitié et de coopération régionale et internationale que la République Rwandaise a réussi à tisser depuis 25 ans, avec les pays et les organismes représentés aujourd'hui, ici, par nos hôtes illustres.

AMIS DU RWANDA,

Nous n'oublierons jamais votre présence parmi nous, en ce jour d'honneur et de joie, votre présence toute empreinte de dignité, de chaleur et d'affection. Elle est en réalité, votre présence pour nous RWANDAIS, le garant d'un avenir tout fait de paix et de fraternité, de nos véritables valeurs ancestrales, et qui seront aussi la base d'une entente pacifique et d'une stimulation heureuse entre nos peuples.

Vous comprendrez, Militantes et Militants, mon émotion

personnelle, ma fierté aussi, moi, qui le 1er juillet 1962, jeune Lieutenant, étais porte-drapeau — le tout nouveau drapeau national me remis quelques minutes auparavant par le Président KAYI-BANDA — au défilé de notre armée — la Garde Nationale d'alors — qui a ouvert les festivités à la Place de l'Indépendance et moi qui aujourd'hui, le 1er juillet 1987, grâce aux desseins de Dieu et à votre volonté, grâce à la confiance et à l'appui du peuple rwandais, ai l'honneur incomparable de recevoir — en tant que responsable de ce Pays, et en votre nom, tant d'éminentes personnalités, venues nous témoigner leur amitié; ce qui mesure en fait le degré de confiance et de sympathie acquises par la République Rwandaise à travers le monde entier.

Majestés,

Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Madame, Messieurs les Chefs de Délégation,

Messieurs les Membres du Corps Diplomatique et Consulaire,

Distingués invités,

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

Militantes et Militants,

Sympathisantes, Sympathisants du Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement,

Il y a 25 ans, notre Pays, le RWANDA, a reconquis son indépendance et sa liberté.

Depuis 25 ans, le Rwanda existe en tant que nation souveraine.

Le moment solennel que constitue cet anniversaire chargé de tant de symboles, pour une nation aussi jeune que la nôtre, c'est l'occasion privilégiée de réfléchir à ce que les 25 premières années peuvent signifier dans la vie d'une nation qui essaie de mériter sa place parmi les autres. C'est aussi une incitation à aborder certains défis, certaines échéances qui sont ceux de notre pays; c'est une invitation, enfin, à nous pencher sur l'avenir possible des relations de coopération internationale, cette coopération qui nous a été d'un apport précieux pour que notre pays ait pu réaliser tant de progrès.

Pour les deux tiers environ des habitants de notre pays, aujourd'hui, l'accès à la liberté et à l'indépendance n'a jamais constitué l'enjeu pour lequel leurs aînés étaient prêts jusqu'à donner leur vie. Née après 1962, la majorité de notre peuple a pu jouir de ce qu'il faut bien considérer comme l'essence de toute société : être maître de ses destinées, assumer, avec toute la dignité et tout le sérieux qu'elles exigent, les responsabilités qui sont celles d'une société méritant son nom de société.

Il y a un quart de siècle, nous avons commencé par prendre nos responsabilités. Depuis un quart de siècle, nous essayons de les assumer, au meilleur de nos connaissances des défis, des enjeux, des échéances qui sont ceux de notre société.

Pour que nous puissions commencer par assumer les responsabilités qui sont celles de toute société libre, il a fallu, Militantes et Militants, que nos aînés se révoltassent contre un pouvoir féodal, minoritaire. Il a fallu que nos aînés préparassent la révolution sociale et populaire de 1959 leur permettant de se débarrasser de ce pouvoir féodal anachronique. Il a fallu se débarrasser de son protecteur colonial — Prudemment et avec méthode, nos aînés surent refuser à la fois le double asservissement féodal et colonial en rompant d'abord l'alliance de ces deux pouvoirs.

La révolution populaire de 1959 fut à la base de la construction d'une société démocratique et républicaine qu'est le RWANDA d'aujourd'hui; et précéda ainsi la victoire contre le pouvoir colonial, et son couronnement heureux fut l'accession de notre pays à l'Indépendance politique, le 1er juillet 1962.

C'est ainsi, Jeunes Militantes et Jeunes Militants, que, ce 1er juillet 1962, après une double victoire, fut proclamée l'Indépendance politique de la République Rwandaise; elle a permis à notre pays de prendre place dans l'orchestre des Nations libres; elle nous a permis de devenir membre de la famille des Nations-Unies. Elle a permis aussi au RWANDA d'être l'un des membres fondateurs de l'Organisation de l'Unité Africaine, et d'appartenir au Mouvement des pays non-alignés.

Nous ne pouvons, nous ne voulons, célébrer le 25ème anniversaire de notre Indépendance, sans nous souvenir de toutes celles et de tous ceux qui ont été responsables de la reconquête de notre liberté.

C'est aujourd'hui, plus que jamais, que nous mesurons l'extraordinaire portée de leur geste, l'acte de foi qu'ils ont posé pour notre avenir, l'énorme pari qu'ils ont pris. Nous leur devons tout.

Rendons un hommage vibrant de joie, Militantes et Militants, à toutes celles et à tous ceux, sans le courage, sans l'abnégation, sans les sacrifices desquels le RWANDA ne serait pas ce qu'il est aujourd'hui, et qui vivent toujours parmi nous, pour le plus grand bonheur de nos jeunes qui pourront ainsi s'imprégner de l'authenticité de notre culture, des enseignements originaux de notre histoire immédiate et approfondir le sens de la mission que leurs aînés, leurs parents, nos vieux, pleins de sagesse, leur ont confiée.

Rendons aussi un hommage ému à toutes celles et à tous ceux qui ont payé de leur vie la lutte qu'ils ont menée pour que notre peuple pût accéder à l'Indépendance et à la liberté.

Puis-je prier l'honorabile assistance de garder une minute de silence en leur honneur ? Merci.

C'est à ceux qui ont tout donné pour notre pays que nous nous devons d'assumer, avec la plus grande dignité, et conscients des enjeux, nos responsabilités de nation libre.

Mais assumer nos responsabilités devant notre peuple, devant le monde, que cela signifie-t-il ? Quel est le véritable défi que notre peuple a relevé en se battant pour son Indépendance, il y a 25 ans ?

Ce défi, Militantes et Militants, la 1ère République et bien plus la 11e République l'ont toujours affronté avec courage. Ce défi, c'est de nous assurer que notre pays, le RWANDA, avec ses efforts propres, et l'appui d'une coopération internationale bien comprise, soit en mesure, tous les jours un peu plus, de satisfaire

nos besoins de base, tant matériels que spirituels, de promouvoir la justice sociale pour tous, et qui est véritablement à la base de tout développement national bien compris.

Affirmer cela, c'est affirmer quelque chose de banal... et de révolutionnaire en même temps.

Banal — car peut-on concevoir l'objectif du progrès bien compris de toute société autrement que par la satisfaction toujours plus grande des besoins matériels et psychologiques de tous ses membres, grâce aux efforts propres garantissant la permanence des acquis, dans une optique de justice sociale authentique ?

Révolutionnaire — car qui pourrait affirmer avoir parfaitement réussi dans cette tâche; quel pays pourrait démontrer que les besoins, tant matériels que spirituels, en constante évolution, seraient entièrement satisfaits pour l'ensemble de ses habitants ?

Vouloir satisfaire ces besoins de base, c'est en réalité une tâche fort complexe — leur définition même, leur interaction, et a fortiori l'identification des meilleures politiques, fonction de la dynamique propre à chaque société, à chaque moment de son évolution, posent des problèmes, théoriques et pratiques, très délicats.

Vouloir la justice sociale pour tous, ce n'est pas l'affaire d'un décret, c'est plutôt le résultat de tant de stratégies constamment à réinventer, de priorités judicieusement définies, d'attitudes conformes aux attentes.

La tâche qui attendait les responsables de notre pays à l'aube de l'Indépendance pouvait ainsi sembler énorme, et elle l'était. Tout était à faire. La tâche était immense et les forces encore fragiles. Des agressions armées de toutes parts menacèrent sans cesse la Jeune République.

Mais nous avons pu tenir et relever le défi grâce à la fois, à la cohésion du peuple et au courage des jeunes soldats du Rwanda indépendant. Mais le Rwanda, comme tant de nos sociétés afri-

caines, une fois constituées en nations, en pays, dut ainsi faire face au passé qui avait remué bien des passions; les plaies qu'avaient provoquées la lutte pour la démocratie, l'indépendance, la souveraineté nationale menacée, mettaient du temps à guérir; les convulsions propres à toute nation, du moins en ses débuts, continuaient et allaient jusqu'à mettre en question les acquis réels accumulés pendant la même période. Qui a oublié les nombreuses convulsions vécues dans la Première République ?

Qui ne se souvient plus de leur aboutissement : la désagrégation, au début de l'année 1973, des institutions politiques, l'insécurité régnant dans l'ensemble du pays, la paix et l'unité nationale gravement compromises par des luttes inutiles, et l'économie du pays engagée sur une pente sans issue ?

C'est en vue de rétablir la paix et l'entente nationales que la Révolution morale du 5 Juillet 1973 eut lieu. Depuis cette date, notre pays connaît une période de paix et de stabilité nationales qui est pour beaucoup dans le progrès social et économique accompli depuis. La paix et l'unité nationales étaient le préalable pour que nous puissions consacrer le gros de nos efforts à ce que l'on appelle développement.

La IIe République naquit ainsi sous le signe de la paix, de l'unité et du développement. Elle a permis, nous pouvons l'affirmer, de mettre fin à la nostalgie de revanche; elle aura permis de cicatriser les blessures, morales et autres, du passé.

La preuve majeure, Militantes et Militants, nous la voyons dans le fait que la plupart de nos jeunes aujourd'hui ne semblent même plus comprendre qu'il put y avoir un jour une division entre nos principales ethnies, sachant que dans le temps il y eut aussi bien quelques HUTU puissants que quelques TUTSI pauvres.

Nos jeunes savent aujourd'hui que notre lutte était dirigée contre un système féodal hégémonique et dépassé, mais non contre une ethnie en tant que telle. Nos jeunes semblent avoir parfaitement compris cela : Voilà pourquoi nous avons une très grande confiance en notre avenir, dont les promesses seront d'autant plus

rassurantes que chacun y aura mis du sien et que les clivages, si préjudiciables dans le passé, auront été abandonnés une fois pour toutes. Nous sommes tous des RWANDAIS : que chaque rwandais s'en convainque, où qu'il se trouve, et quelles que soient ses conditions sociales aujourd'hui.

Un autre facteur qui rendait notre tâche difficile fut ce que l'on appelle «le modèle de développement» qui nous était proposé.

Ce que l'on appelait alors le développement tout court — les espérances folles qu'il suscitait, la façon dont il était conçu, la réduction conceptuelle affligeante que l'on en faisait — tout cela s'est avéré un leurre.

Il fallait commencer d'abord par apprendre à se méfier de toutes ces leçons qui nous étaient proposées si généreusement, de tous ces bons principes qui étaient édictés pour notre instruction, des normes de comportement que l'on essayait de nous inculquer dans l'espoir que le «développement» n'allait pas manquer de se manifester rapidement.

Nous nous sommes tous trompés; ceux qui pensaient posséder toute la vérité, rien que la vérité — et hélas il n'y en a toujours qui le pensent — et nous, qui y croyions ! Nous qui croyions aux bienfaits d'un certain mimétisme, nous qui croyions qu'il suffisait d'imiter pour rattraper ceux qui avaient de l'avance.

Quelle illusion — nous le savons aujourd'hui ! Il fallait en réalité commencer par tout apprendre et ce ne fut pas chose aisée, puisque tant d'obstacles, tant d'intérêts établis, tout le contexte de notre situation périphérique s'y opposaient, comme s'y opposait souvent aussi le système de formation, reçue pour la plupart du temps à l'extérieur — à l'Ouest comme à l'Est — et qui aurait exigé un effort pour lequel beaucoup parmi nous n'étaient pas préparés, à savoir, celui qui consistait à revoir toutes les vérités apprises à l'étranger à la lumière de notre réalité nationale.

Même le terme «développement» prête à confusion. Chez nous, au RWANDA, le terme développement peut être rapproché de ce que nous appelons : «faire un pas en avant»; c'est notre façon de voir le progrès; c'est notre façon de concevoir et de voir la vie, faire un pas en avant, tous les jours; et par là nous voulons dire que c'est un processus permanent qui n'est jamais fini, et qui se compose de mille petits gestes qui permettent de faire un pas en avant tous les jours. Le «développement» pour nous n'est donc pas un état qu'il faille atteindre, un point d'arrivée qu'il faille viser.

Que ceux qui nous proposaient leur mode de développement, leur façon de penser, ne pouvaient seuls avoir raison, nous le voyons aujourd'hui mieux que hier, car ne sont-ils pas souvent les premiers à brûler ce qu'ils semblaient avoir adoré, et ceux qui étaient si sûrs des lois et des forces du marché, du libre jeu de la concurrence, ne semblaient y croire que le temps où ces principes leur étaient à eux favorables. Ce qui était considéré comme «développement» n'a plus cette certitude;

- tant il est vrai que des contradictions nouvelles sont apparues, faisant vaciller les certitudes premières;
- tant il est vrai que l'accumulation effrénée, dont on dit qu'elle serait devenue la finalité même des sociétés dites avancées, ne ferait que piller la base des ressources de notre globe, mais dont nous pensons qu'elles devraient constituer le patrimoine de toute l'humanité;
- tant il est vrai aussi que l'échange international, forcément inégal, entre les biens industriels, à forte valeur ajoutée, et nos matières premières non transformées, sans compter la spirale d'accumulation entraînée par les connaissances technologiques et scientifiques qui nous sont totalement inaccessibles, ne fait qu'accroître le décalage entre le niveau moyen des pays industrialisés, et les nôtres.

Ce décalage croissant n'est point limité, hélas, aux aspects matériels; il crée aussi une distance psychologique qui nous apparaît de plus en plus inquiétante; elle risque, en effet, d'entraîner une rupture conceptuelle d'avec la compréhension de nos réalités, une incompréhension souvent totale de la signification de l'état

d'extrême dénuement qui est celui de la majorité des habitants de nos pays, ou de la finalité de l'évolution de nos sociétés.

A ces deux facteurs — la difficile, mais nécessaire consolidation socio-politique nationale et le caractère illusoire de la plupart des «remèdes» proposés pour notre développement — rendant la tâche des responsables d'alors fort délicate, doit être ajouté un troisième, à savoir le cruel manque d'expériences, le cruel manque de cadres bien formés, capables de concevoir des solutions originales à nos problèmes et qui répondent à nos attentes, l'absence de moyens aussi qui nous interdisait d'entreprendre tout de suite ce que nous aurions pu juger utile pour notre développement.

Malgré ces trois facteurs dont on mesure mal aujourd'hui ce qu'ils ont pu constituer comme handicaps, le RWANDA, Militantes et Militants, a eu, et a toujours, un atout extraordinaire!

Cet atout extraordinaire, ce sont nos paysannnes, ce sont nos paysans! C'est leur acharnement quotidien total au travail, c'est leur exceptionnel sens du sacrifice, qui ont fait qu'ils ont tout mis en œuvre, tous les jours, pour nourrir, malgré des conditions souvent extrêmement difficiles, une population connaissant l'un des taux d'accroissement démographique les plus élevés au monde. C'est leur fabuleuse capacité d'adaptation, leur pragmatisme, leur méfiance congénitale par rapport à toutes les «solutions-miracles» qui leur sont proposés si régulièrement. C'est aussi leur génie, leur connaissance intime de nos éco-systèmes, qui leur ont permis de tirer de leurs lopins de terre des ressources à vrai dire étonnantes. C'est aussi leur ouverture d'esprit, leur sens de l'innovation qui leur permet d'assimiler rapidement ce qu'ils considèrent eux comme représentant pour eux un progrès réel,

Majestés,

Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Mesdames, et Messieurs,

Si donc dans les 25 premières années de notre Indépendance, le RWANDA a tout de même réussi à remporter bien des succès dans sa lutte pour le progrès, s'il a pu accomplir autant de pas

importants en avant, c'est d'abord à nos paysannes et à nos paysans que nous le devons.

Militantes et Militants, disons-leur merci, aujourd'hui, en cette journée symbolique, disons-leur merci de tout notre cœur. Nous leur devons l'essentiel de nos acquis. Nous rendons aujourd'hui, solennellement, hommage à nos paysannes, et à nos paysans, à nos artisans aussi.

Jeunes du Rwanda,

En cette journée solennelle, j'aimerais vous dire, vous redire, que l'admirable leçon de nos paysans, c'est à vous qu'elle s'adresse en réalité. C'est vous nos ressources humaines de demain; que vous soyez paysans vous-mêmes, artisans vous-mêmes, que vous soyez fonctionnaires ou employés vous-mêmes, c'est vous qui façonnerez notre avenir; n'oubliez jamais la leçon de nos paysans. C'est à vous de reprendre le flambeau, car le seul véritable handicap potentiel de notre progrès, ce n'est pas tant l'enclavement de notre pays, ce n'est pas tant l'absence de ressources spéculaires, ce n'est pas tellement la raréfaction de nos terres, ce n'est pas tellement le vertigineux accroissement de notre population. Non, le véritable handicap ne pourrait se situer que sur le plan des ressources humaines, si celles-ci n'étaient pas à la hauteur de leurs tâches, si celles-ci n'étaient pas à la hauteur des attentes placées en elles par la toute grande majorité de notre pays, à savoir, nos paysans. C'est cette leçon qu'il faudra retirer de notre passé récent.

Majestés, Illustres invités,
Militantes et Militants,

La cohérence que nous avons voulu donner à nos efforts pour le progrès bien compris de notre pays, nous l'avons résumée par le terme «autodéveloppement».

L'autodéveloppement, pour nous, ce n'est pas un slogan, ce n'est pas un effort de théoriser, ce n'est pas non plus une aspiration vaine de vouloir épouser telle ou telle doctrine ou école de

pensée. Non, autodéveloppement, pour nous, c'est la conviction selon laquelle le progrès doit prendre appui essentiellement sur nos propres forces, que nous ne pouvons pas vivre au-dessus de nos moyens et que les solutions à nos problèmes doivent se trouver chez nous.

L'autodéveloppement c'est aussi une façon d'affirmer la dignité, le respect d'autrui, ce qui permet le dialogue. C'est, bien entendu, aussi une ouverture d'esprit qui, au-delà des luttes des clans dogmatiques, se montre curieux de tout, n'a pas d'*a priori*, et juge, en fonction de la logique des intérêts nationaux bien conçus, de la validité de solutions, d'approches, de priorités proposées; au-delà du côté pragmatique évident, l'autodéveloppement c'est le rejet de toute idée d'autarcie, intellectuelle, culturelle ou matérielle.

L'autodéveloppement, c'est aussi, pour nous, l'affirmation de notre foi dans l'avenir — tout en étant un rappel constant de notre condition, des défis fondamentaux que nous devons affronter et qui semblent si écrasants.

Ces défis, illustres invités, Militantes et Militants, auront, pour très longtemps encore, quelque chose à voir avec le maintien, et, a fortiori, le renforcement de nos équilibres nationaux de base, et qui sont :

- l'équilibre entre la population et notre capacité de la nourrir;
- l'équilibre socio-écologique, c'est-à-dire, l'équilibre entre l'amélioration de notre niveau de vie, la valorisation de nos propres ressources à cet effet, et la sauvegarde de notre patrimoine écologique;
- l'équilibre culturel, c'est-à-dire, l'équilibre entre l'approfondissement de notre identité culturelle et les exigences de ce que l'on appelle la modernisation : l'équilibre culturel, c'est le souci d'être nous-mêmes, mais aussi d'être présents au rendez-vous du donner et du recevoir.

Nos objectifs depuis 25 ans n'ont pas changé; seules les circonstances pour leur réalisation se sont aggravées :

s'assurer que notre économie nous permettra d'avoir toujours assez à manger, en quantité et en qualité, alors que notre population croît à un rythme vertigineux et que nos terres se raréfient;

s'assurer que nos ressources sont en mesure de couvrir le gros de nos besoins de base, alors que ces besoins ne font qu'augmenter et que nos ressources sont limitées;

s'assurer que notre patrimoine culturel, pour qu'il nous guide dans nos orientations de développement, s'enrichisse, grâce aux outils nouveaux, à l'espace technologique et scientifique nouveau, grâce au souffle de la solidarité, qui nous viennent de l'extérieur, alors que le monde semble s'éloigner de nous, en nous laissant, dans son sillage, la vision d'un monde «fait de plus en plus d'égoïsme et du d'abord pour soi».

Nous avons toujours considéré que l'autodéveloppement, tel que nous le concevons, la réalisation de nos objectifs de base qui tiennent aux équilibres mentionnés, avaient quelque chose à faire avec la façon dont nous gérons concrètement ce que nous avons appelé «les cinq pôles de notre action», nos cinq axes de progrès essentiels.

Le premier de ces cinq axes de progrès Militantes et Militants, a toujours été la promotion de la justice et d'un Etat de droit, car nous sommes tous convaincus que le développement est avant tout une question de justice sociale; sans justice sociale, pas de développement, pas de progrès!

Aujourd'hui, le Rwanda est un Etat de droit, qui respecte les libertés et les droits fondamentaux de ses citoyens et qui fait tout pour garantir la libre expression des opinions et assurer la sécurité publique.

Notre pays, Militantes et Militants, peut être fier, oui, fier, de ce qu'il a accompli dans le domaine du respect des droits de l'homme! Le respect des droits et des libertés de chacun, c'est notre crédo de tous les jours.

Bien sûr personne mieux que nous-mêmes ne connaît les déficiences qui sont encore à redresser, ne souffre davantage de ce que l'on devrait encore améliorer.

Lors de mes rencontres récentes avec les fonctionnaires, j'ai eu l'occasion de m'exprimer longuement sur ce thème. Les mesures que nous avons prises, et les conclusions que nous avons tirées, nous rassurent sur les progrès que nous allons continuer à faire, dans le domaine de la justice, aujourd'hui, demain, après-demain, tous les jours.

Avec chaque progrès supplémentaire accompli dans le domaine de la justice et du renforcement de notre Etat de droit, nous contribuerons à bâtir un avenir toujours plus solide pour nos enfants.

C'est cela, Militantes et Militants, notre engagement inébranlable pour l'avenir.

Illustres invités, Militantes et Militants,

Un deuxième axe le long duquel nous concevons notre progrès, c'est le domaine de notre politique économique de développement.

Si la réalité vécue d'un Etat de droit, d'une justice qui fonctionne est, selon nous, le préalable à la mobilisation efficace de tout un chacun, une politique économique d'autodéveloppement bien comprise conditionne à son tour le progrès matériel et spirituel de notre population.

Nous connaissons tous, les progrès sensibles que nous avons accomplis, sur le plan économique; la période ininterrompue de paix et d'entente nationales, que nous connaissons depuis si longtemps, nous a, en réalité, permis de franchir quelques pas importants.

Il serait indécent, je pense, de vouloir insister aujourd'hui sur le chemin que nous avons parcouru et dont nos amis ont été toujours témoins. Tant de défis, cependant, se trouvent devant nous aujourd'hui que le chemin parcouru risque bien de paraître modeste devant les échéances qui nous attendent encore.

Il a toujours été de notre conviction que l'une des prérogatives de ce que l'on appelle «indépendance» était, et est, au fond, pour nos jeunes nations, cette marge de manœuvre qui nous permette de prendre nos décisions en toute autonomie, acceptant par là que nous pourrions nous tromper.

Cette marge de manœuvre des nations encore jeunes, celle qui les autorise à prendre telle ou telle mesure sans devoir recourir à des instances internationales pour leur en demander la permission; celle qui leur permet de décider de leur politique économique, sans que ce qu'elles voulaient faire leur soit imposé de l'extérieur—cette marge de manœuvre, indissociable de l'idée de dignité telle que la postule le concept d'autodéveloppement, c'est le sérieux avec lequel nous gérons nos équilibres macro-économiques qui nous la procure!

L'expérience de ces dernières années, l'impact de la crise actuelle des matières premières, ont rappelé à nos pays, d'une manière on ne peut plus nette, qu'ils étaient sur le point de perdre, imperceptiblement peut-être, mais irrémédiablement, la maîtrise de leurs équilibres.

Pour notre pays, il a fallu réagir, avec toute la vigueur nécessaire. Et c'est ce que nous avons fait, grâce au plan d'urgence économique que je vous ai présenté, il y a quelques semaines.

Pour notre politique économique, la leçon est triple :

- . maîtrise absolue de notre endettement;
- . maîtrise totale de notre programmation budgétaire;
- . maîtrise aussi complète que possible de nos relations économiques extérieures.

Nous avons mis toutes les mesures en place, mais nous ne sommes pas pour autant sortis du danger.

En ce jour de nos 25 ans d'Indépendance, Militantes et Militants, nous voulons vous assurer que notre engagement et notre vigilance en matière de politique économique sera sans faille, pour que notre économie soit solide, pour qu'elle puisse

résister aux tentations et aux mauvais coups que nous porte le système économique international, pour que notre économie soit en mesure de prendre en charge, par ses propres moyens, ce qu'elle a permis de construire, c'est-à-dire, nos acquis.

Majestés, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Madame, Messieurs les Chefs de Délégation,

Quel que soit le sérieux avec lequel nous essayons de gérer notre économie, une crise, comme celle que nous connaissons aujourd'hui, peut en quelques semaines bouleverser tous les efforts aussi soigneusement qu'ils aient pu être bâties; une crise comme celle que nous connaissons peut détruire les résultats positifs de plusieurs années, peut compromettre jusqu'à l'espoir d'avoir un jour des perspectives d'avenir encourageantes.

Où alors est cette justice sociale sur le plan mondial qui nous permettrait un jour d'envisager un système économique moins préjudiciable, moins injuste, moins dégradant?

C'est parce que le système économique international nous apparaît tellement injuste, nous est tellement hostile qu'il nous faudra, encore plus que par le passé, ne compter d'abord que sur nos propres forces, qu'il nous faudra ne pas vivre au-dessus de nos moyens, qu'il nous faudra ne faire confiance qu'aux solutions qui viennent de chez nous, que nous-mêmes avons élaborées.

Le troisième axe de progrès est intimement lié à la maîtrise de l'équation population-alimentation, en d'autres termes, à l'autosuffisance alimentaire.

L'autosuffisance alimentaire, nous la définissons dans un sens très large. Elle dépasse le seul aspect de la production en tant que telle, car celle-ci est en général la conséquence de tant d'actions dans tant de domaines, et en particulier dans tous ceux qui permettent à nos paysannes, à nos paysans d'améliorer leur niveau de vie.

En effet, lorsque le paysan se rend compte que sa production

lui permet de se procurer des biens qui améliorent son niveau de vie, il sera incité à produire davantage. Le concept de l'autosuffisance alimentaire a donc quelque chose à faire avec l'augmentation du pouvoir d'achat en milieu rural, avec la création d'emplois productifs non-agricoles.

L'autosuffisance alimentaire est directement liée à l'industrialisation endogène, valorisant les ressources nationales par leur transformation, permettant de soutenir la demande pour les produits du paysan, ce qui facilite une politique des prix incitative.

L'autosuffisance alimentaire se joue au niveau de la commune. Elle est donc fonction de notre politique communale. Lors de mes trois rencontres avec les fonctionnaires, cette année, nous avons probablement largement couvert le thème de l'autosuffisance alimentaire et de ses implications. Je ne voudrais donc pas m'étendre davantage sur ce sujet.

Mais je voudrais aujourd'hui, à cause de l'acuité de ce problème, souligner notre politique en matière démographique.

Nous avons mis en place une structure de mobilisation pour la prévention des naissances, agissant par l'information, par la formation, par la persuasion, l'aide directe.

Aujourd'hui, la question se pose de savoir si les efforts faits ont été suffisants ou s'il faut revoir notre stratégie dans ce domaine.

Le domaine de la maîtrise de l'accroissement de la population si jamais maîtrisé il peut y avoir, tant ce domaine est délicat et rebelle à tout traitement mécanique, est pour nous Rwandais chargé de beaucoup d'émotion.

Comme l'a constaté et le disait notre grand philosophe KAGAME, notre raison d'être, celle de notre peuple, a toujours été nos enfants. Pour nous, c'est la plus grande valeur que nous ayions, la plus importante aussi; l'attachement le plus fondamental, c'est à nos enfants que nous le consacrons.

Est-il alors concevable que d'un jour à l'autre le fondement même de notre façon de voir le monde, le sens de notre vie, puisse changer radicalement?

L'explosion démographique nous a totalement pris au dépourvu. Sa violence, son envergure ont été telles que pendant qu'elle se manifestait, nous étions encore à nous demander comment il fût jamais possible que ce que nous regardions comme notre plus grande richesse, le sens même de notre vie, puisse se retourner contre nous et menacer nos acquis si durement arrachés.

Mais aujourd'hui, il faut affronter le problème dans toute sa gravité, sans pudeur et sans préjugés.

Il s'agit aujourd'hui de voir la situation telle qu'elle est; c'est cela notre responsabilité.

Ce que nous pensons, ce que nous voulons, c'est que c'est dans sa conscience que chacun doit trouver la clé de son comportement face à ce problème national.

Ce à quoi nous continuerons à nous opposer, ce que nous refusons, c'est de violenter les consciences de nos compatriotes.

Ce que nous pensons c'est que chacun, en face de sa conscience, doit trouver la solution qui lui convienne et dont il peut assumer sa responsabilité.

Mais pour qu'il puisse agir en fonction de sa conscience, il doit savoir qu'il peut le faire et qu'il faut le faire.

Je lance ici un appel à l'Eglise Catholique, aux Eglises protestantes, à toutes les communautés religieuses de notre pays, pour qu'elles réfléchissent, au nom de la dignité de chacun d'entre nous, au nom de la dignité de notre pays, à leur rôle de responsables moraux de la formation de la conscience de la population, afin qu'elles légitiment cet arbitre suprême qu'est la conscience de chacun, pour que chaque couple puisse envisager comme sa solution à

lui celle que sa conscience lui dictera face au nombre d'enfants qu'il veut avoir, face au problème grave que constitue la croissance démographique galopante pour la survie physique même de nos enfants.

Notre volonté, notre engagement, seront inébranlables en vue de renforcer toujours davantage, par tous les moyens en notre pouvoir, l'équilibre démographico-alimentaire, en agissant sur tous les secteurs qui le définissent, et en explorant aussi des solutions régionales, de pair avec les pays amis du Rwanda et le support actif de la communauté internationale désireuse de faciliter des solutions régionales répondant à l'intérêt de tous.

Majestés, Illustres invités, Militantes et Militants,

Le quatrième axe de progrès qui façonnera notre avenir, c'est ce que nous appelons l'équilibre socio-écologique. Nous le définissons comme étant cette relation harmonieuse qui doit exister entre l'amélioration du niveau de vie de notre population, et la sauvegarde, voire le renforcement de la base de nos ressources.

Notre engagement pour l'avenir, c'est d'assurer par tous les moyens, c'est de continuer à assurer à la génération qui nous suivra un patrimoine écologique toujours plus riche, pour que ses options restent aussi ouvertes que possible.

Le cinquième et dernier axe de progrès tel que nous l'avons toujours conçu, c'est la mobilisation de toutes nos forces vives, de toutes ces forces vives qui sont les véritables porteurs de notre progrès, de notre avenir.

Tous les engagements que nous avons réitérés aujourd'hui, et qui seront ceux qui nous guideront dans l'avenir ne peuvent prendre toute leur envergure que si les forces vives les font leurs, toutes nos orientations, tous nos engagements n'auront d'impact que s'ils sont portés par les forces vives de notre pays.

Je ne voudrais pas revenir sur tout ce que nous avons dit

à ce sujet, sur l'organisation et l'administration politique, sur le rôle si important de nos forces armées, sur celui des jeunes, des intellectuels, des artisans, de nos producteurs. Nous en avons longuement parlé.

En revanche, l'occasion spéciale de cette journée m'incite à vous soumettre deux réflexions :

La première a trait à l'importance de la réforme administrative. La modernisation de l'administration publique est l'une des priorités pour notre pays.

Notre réforme administrative, à laquelle nous allons nous atteler, vise l'enracinement de notre administration dans la problématique de notre pays, pour qu'elle soit le plus proche possible des administrés, pour qu'elle soit le plus proche possible de la population et favorise par tous les moyens la participation de celle-ci à l'oeuvre de développement national.

Penser l'administration à partir de la base, à partir de notre environnement socio-culturel, pour qu'elle soit aussi endogène que possible, pour qu'elle soit l'une des forces les plus vives de notre société — voici au fond — l'enjeu fondamental qui est celui de l'administration publique et politique à l'aube des prochaines 25 années qui nous attendent.

La deuxième réflexion s'adresse à cette force morale et spirituelle considérable que représentent l'Eglise, les communautés religieuses dans notre pays.

Nous leur devons, Militantes et Militants, une très grande part de notre progrès social; l'oeuvre accomplie par les Eglises sur le plan de la santé, de l'éducation, de l'organisation sociale et du développement communautaire est inestimable.

En cette journée de joie et de reconnaissance, nous tenons à leur rendre un hommage vibrant de sincérité et de chaleur pour ce qu'elles ont fait pour notre développement depuis 25 ans. Et cet élan doit se renforcer et se poursuivre. Il est de mon devoir

d'inviter, et d'encourager, toutes les forces vives du pays à s'exprimer au sujet des problèmes que celui-ci affronte, au sujet des solutions envisageables pour résoudre ces problèmes.

Il faut que nous entendions davantage les Eglises s'exprimer sur les grands problèmes et défis de notre pays, se joindre au débat sur le développement, apporter sur un certain nombre de phénomènes l'éclairage particulier qui peut être le leur.

Il faut que les membres de toutes ces associations et congrégations religieuses, au-delà des apports spirituels, montrent qu'ils vivent bien toutes les réalités nationales. Qu'ils participent davantage à l'éducation morale de notre jeunesse. Il faut que ces membres vivent et pratiquent l'UMUGANDA, nos efforts collectifs de développement, l'UMUGANDA expression de notre volonté, la volonté de tout le peuple rwandais de compter d'abord sur ses propres forces. L'UMUGANDA notre engagement à unir nos efforts. Car nous lutterons ensemble, nous construirons ensemble nos routes, nos dispensaires, nos églises. Avons-nous oublié que c'est ainsi, par la seule force de leurs bras et de leurs mains, sans grue, sans machines, que c'est ainsi que nos parents, nos mères et nos pères ont bâti toutes ces cathédrales? L'UMUGANDA, ciment de notre unité nationale, qui fait de tous les Rwandais des frères, «... seuls sont frères les hommes qui collaborent».

Notre engagement Militantes et Militants restera celui de promouvoir toutes nos forces vives quelles qu'elles soient, pour le plus grand bonheur de notre peuple.

Voilà très succinctement certains des défis, certains des problèmes, certaines des orientations de base qu'il convenait d'aborder en ce jour d'honneur et de symbole pour notre avenir, et que nous avions choisi d'illustrer à l'aide des cinq axes de progrès tels que nous les avions identifiés comme références.

L'échéance des 25 ans d'indépendance nous invite aussi à placer l'évolution de notre pays dans le contexte de l'époque. L'essentiel apparaissait alors de consolider la nation, l'unité du pays, l'Etat en tant que tel.

Il a fallu que le Rwanda s'affirme; il a fallu que le Rwanda fasse connaître son identité, qu'il s'affirme en tant qu'Etat.

Militantes et Militants,

Si les premières 25 années de notre Indépendance étaient consacrées à la consolidation de l'Etat — les 25 prochaines années devront être consacrées à la consolidation de nos communes !

Renforcer nos communes par tous les moyens — voilà l'engagement que nous renouvelons aujourd'hui et qui nous guidera toujours davantage, grâce à l'inspiration nouvelle qui sera la nôtre.

Si, d'ici 25 ans, nous avons fait autant de progrès pour le renforcement de nos communes que nous avons fait, durant les 25 premières années de notre Indépendance, pour la consolidation de notre pays, de l'Etat rwandais, nous pourrons véritablement dire que nous avons tout fait pour nous garantir un avenir rassurant, que nous aurons tout fait pour laisser à nos enfants un héritage digne d'eux.

Majestés,

Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Messieurs les Chefs de délégation,

Mesdames, Messieurs,

Les réflexions que m'inspire cet anniversaire, grave dans sa signification, ne seraient pas complètes si je ne les terminais pas avec un hommage à la Coopération Internationale à laquelle nous devons tant de notre progrès, tant de notre développement, tant de nos espoirs, et tant de nos acquis.

En ce jour du 25ème Anniversaire de notre Indépendance, je tiens, au nom de tout le peuple rwandais et en mon nom personnel à remercier, de tout notre coeur, toutes celles et tous ceux qui, par la coopération internationale qu'ils nous ont accordée, nous ont permis de disposer de tant d'infrastructures, les unes plus belles que les autres, de tant de Rwandais formés, de tant de réussites dans tant de domaines.

Je tiens à dire à toutes celles et à tous ceux qui nous ont fait l'honneur d'accepter notre invitation et qui se trouvent présents parmi nous, à eux, à tous ceux qui ont dû rester chez eux et qui suivent le Rwanda à travers les projets qu'ils défendent pour nous dans leurs organismes respectifs, à tous ceux qui, de leurs propres poches, aident les nombreuses Organisations non Gouvernementales qui oeuvrent chez nous, à vous tous, je tiens à dire que nous avons toujours fait ce que nous pouvions faire pour nous rendre dignes de vos efforts, pour nous rendre dignes de votre confiance.

Nous avons essayé de gérer notre économie, notre pays, de la façon la plus consciente dont nous étions capables.

C'est aussi notre engagement pour l'avenir.

Le Rwanda, il est vrai, ne pourrait se passer de la coopération internationale.

La coopération internationale a été un élément vital pour notre développement — et elle le sera pour très longtemps encore.

Nous devons donc toujours nous assurer que pour la réalisation de nos stratégies, de nos objectifs — dont nous voulons, qu'ils soient aussi cohérents, aussi intégrés que possible, pour éviter tout gaspillage de ressources précieuses — nous disposons de tous les atouts possibles pour leur réussite.

C'est cela, la raison, au fond, qui nous pousse à accorder à la coopération internationale l'importance essentielle que nous lui accordons. Car les ressources reçues, même avec parcimonie, sont d'autant plus nécessaires devant les extraordinaires urgences qui nous attendent et que nous vivons dans un monde qui, de plus en plus, donne l'impression du «sauve qui peut». Le Rwanda doit, plus que par le passé, adopter une attitude de grande responsabilité en matière de coopération internationale.

Notre coopération internationale devra être le fait d'une concertation intense, transparente, cohérente et concise avec nos partenaires, engagés dans ce qui devrait être un jour considéré comme un véritable contrat de solidarité.

Pour une véritable coopération, il faut des intérêts réciproques; il faut des objectifs communs. Dans la situation historique du moment, les pays en développement semblent être ceux qui tirent le plus d'avantages de la coopération; cela est peut-être inévitable, et nous ne perdons rien à le reconnaître, puisque la situation historique est ce qu'elle est. Néanmoins, certains pays en voie de développement, disposant de ressources rares et convoitées, disposant d'une situation de rente géopolitique intéressante, d'un marché important capable d'absorber une partie de la surproduction des pays industrialisés, peuvent plus facilement faire valoir la réciprocité d'intérêts justifiant plus aisément la coopération internationale devant l'opinion publique des pays dits donateurs.

Pour le Rwanda, la réciprocité des intérêts est plus délicate à faire valoir, comme nous n'avons ni marché important, ni ressources rares, ni la moindre force de marchandage géopolitique.

Nous n'avons pas grand chose à offrir: si ce n'est l'effort, la promesse de résoudre chez nous un certain nombre de problèmes de base, afin que nous ne contribuions pas à accroître les problèmes déjà assez compliqués du monde, mais à oeuvrer, en revanche, même très modestement, à l'avènement d'un monde où il y aura moins de problèmes entre les peuples.

L'enjeu de la coopération au RWANDA, tel que nous aimions le voir, c'est de nous assurer que grâce à nos propres efforts, épaulés par ceux de la coopération internationale et régionale, nous puissions résoudre chez nous ce qu'il faut résoudre pour ne pas hypothéquer la paix dans le monde, pour ne pas y créer de nouvelles difficultés.

Pour que, plus encore que par le passé, la coopération puisse répondre à l'enjeu prospectif, pour qu'elle devienne davantage encore, coopération, le moment n'est-il pas venu de revoir certaines de ses pratiques ? Pour qu'elle soit encore davantage ce ferment du progrès et qu'elle ne risque pas de préparer l'échec même de sa mission, une certaine révision d'un certain nombre d'aspects ne s'impose-t-elle pas ?

En effet, est-il encore concevable aujourd'hui de ne pas accepter le principe de la co-gestion, de la corresponsabilité, ce principe que nous jugeons élémentaire et qui implique: responsabilité partagée, qui implique consensus constamment renouvelé, dialogue permanent, transparence des engagements, reconnaissance de l'autre comme partenaire à part entière, capable de raisonner, acceptation du droit à l'erreur, de part et d'autre, dans la certitude que ce qui est visé est la recherche commune et sincère de solutions à des problèmes identifiés ensemble ?

Est-il encore justifiable que nous devions nous endetter pour des services et des prestations que nous n'avons ni recherchés ni endossés ? Ou que nous puissions continuer à supporter plusieurs centaines de missions par an sans risquer de paralyser le bon fonctionnement du Gouvernement ?

Où pouvons-nous continuer à accepter que les intérêts commencent à courir avant même que nous ayons entamé l'emprunt en question ? Ou que l'on nous impose des changements de structures ministérielles ? Allons-nous continuer à accepter que la supervision des dépenses gouvernementales, par tel bailleur de fonds, ou la coordination même des politiques gouvernementales par telle agence de financement constituent des conditions préalables à toute signature d'accord de coopération ?

Nous sommes bien l'un des pays au monde — nous ne le savons que trop — dont on dit qu'ils sont les moins développés; nous sommes néanmoins très sensibles à ces atteintes à notre dignité, et à notre souveraineté nationale.

Nous ne désirons qu'une chose, c'est d'entretenir avec tous nos bailleurs de fonds des relations de respect mutuel et d'amitié sincère.

Majestés,

Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Mesdames, Messieurs les Responsables de la Coopération Internationale au Rwanda,

Mesdames et Messieurs les invités,

Militantes et Militants,

Des 25 ans de coopération, le RWANDA a retenu cinq «enseignements prospectifs» qui constituent, à ses yeux, autant de défis lancés à la coopération dans les années à venir.

Le premier enseignement c'est l'importance de la durée dans l'engagement, synonyme de succès; il est gratifiant pour les deux partenaires, car expression d'un contrat de solidarité entre deux peuples, valorisant au fond l'idée d'une véritable coopération devant l'opinion publique.

Le deuxième enseignement c'est le besoin de solutions audacieuses pour réduire le danger d'un surendettement institutionnalisé.

Le troisième c'est l'atout stratégique. Il n'est plus possible, croyons-nous, de procéder par actions ou projets ponctuels; ce n'est que l'intégration d'une action, l'intégration d'un projet, d'un programme dans un contexte stratégique national que telle action, tel projet, tel programme peuvent acquérir toute leur signification. C'est la raison aussi pour laquelle tout notre système de planification sera de plus en plus conçu en termes de stratégies opérationnelles, intégrées entre elles en fonction d'objectifs nationaux bien identifiés. Grâce à l'atout stratégique, la coopération internationale ne pourra que renforcer son envergure et son impact.

Le quatrième enseignement c'est le défi communal. La com-

mune sera au centre de nos efforts à tous points de vue; c'est le pari que nous pose l'avenir du RWANDA. Il exigera un effort énorme d'imagination, une volonté d'innovation de la part de la coopération internationale, devant être repensée à partir de la commune, devant être réadaptée aux exigences bien comprises du renforcement des capacités communales.

Le cinquième enseignement enfin c'est une coopération toujours plus authentiquement rwandaise. Ce qui signifie une intériorisation plus poussée, l'appréhension plus immédiate des réalités rwandaises par la coopération. Cela implique d'une part une co-gestion approfondie, un dialogue nouveau pour un consensus renouvelé, et, d'autre part, une décentralisation accrue, une flexibilité organique, une spécificité plus vibrante, une délégation décisionnelle plus fonctionnelle.

C'est le sceau de la fraternité, c'est la promesse d'une solidarité vécue intimement. C'est l'interprétation, avec les yeux du paysan, de l'artisan, de la militante, l'interprétation du monde, et des enjeux de la coopération d'avenir.

Militantes et Militants,

En parlant coopération, nous ne pourrons jamais ne pas exalter, avec toute la joie et l'excitation qu'elle provoque chez nous, la coopération régionale, celle avec nos pays voisins, les pays de la région, avec lesquels nos destins sont si étroitement liés, aux espoirs desquels nous nous associons avec toute la ferveur avec laquelle nous oeuvrons pour la paix et l'entente pour le développement de cette région du monde, de cette région qui est la nôtre.

En cette journée solennelle, Militantes et Militants, nous allons renouveler notre engagement profond, sincère, convaincu de ne pas cesser un jour de consacrer toutes nos forces, toutes nos convictions au développement, au progrès de la coopération régionale avec tous les pays amis pour que tous ensemble nous puissions montrer au monde que nous sommes capables de résou-

dre nos problèmes et de nous préparer un avenir rayonnant de paix et de prospérité.

Majestés,

Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Mesdames, Messieurs, Militantes et Militants,

Les quelques réflexions que m'a inspirées le 25ème Anniversaire de notre Indépendance, le renouvellement solennel de nos engagements pour les années à venir, je voudrais les conclure par la question de savoir quel est, au fond, l'avenir, quelle peut être la finalité d'un pays comme le RWANDA, dans un monde où les décalages, à tant d'égards, sont si excessifs.

Pour nous autres Rwandais, la question de la finalité de notre société, de nos efforts de développement ne peut trouver de réponse satisfaisante que par la remise en cause, complexe, il est vrai, mais inévitable, et du discours sur la rationalité du paradigme de développement dominant, d'essence presqu'exclusivement économiste, et des conditions de transferts, c'est-à-dire, des flux de toutes sortes, qui régissent les relations entre les pays, particulièrement entre les très riches et les très pauvres.

Une bonne politique de développement doit pouvoir sauvegarder l'essentiel de notre culture, l'essentiel de notre dignité, de notre raison d'être.

La remise en cause postulée exige que la rationalité économique, telle qu'acceptée dans le modèle de développement dominant, soit relativisée pour l'ensemble des concepts de base qui l'inspirent.

Et les nouvelles conditions de transfert, (transfert des connaissances, transfert des technologies, transfert des ressources —) ne devraient trouver leur justification, tirer leur validité, définir leur contenu qu'à partir de la réalité locale réinterprétée, qu'à partir de la promotion des connaissances locales, qu'à partir de la prise en compte des savoirs locaux, au fond qu'à partir d'une vi-

sion d'autodéveloppement, où le «primat de l'économique»— tel que le paradigme officiel le veut — cède le pas au politique, cède le pas au social, au culturel et aux relations entre l'homme et son environnement — en d'autres termes, d'une vision où la dimension morale prime sur le reste.

Ce n'est qu'à ces deux conditions, croyons-nous — remise en cause du paradigme dominant et la révision conséquente des conditions de transfert — que nous pouvons trouver une réponse rassurante à la question de la finalité d'une société comme la nôtre.

C'est dire l'énorme défi que la coopération internationale de demain devra relever — car d'elle, de cette coopération internationale dépendra en grande partie la légitimation de la remise en cause du paradigme de base; d'elle dépendra aussi l'amorce de la révision des conditions de transfert.

Mais, c'est dire aussi l'énorme défi qui attend les pays en développement.

Pour le RWANDA, ce défi ne sera rien de moins qu'une révolution spirituelle. Et nous y sommes déjà engagés.

Nos efforts conjoints façonneront l'avenir de notre pays; ils lui donneront une raison d'être qui justifiera sa finalité et qui lui assurera un devenir sûr et heureux.

C'est cela notre pari pour les 25 ans à venir !

VIVE LE RWANDA !

ET VIVE LA COOPERATION INTERNATIONALE !

Je vous remercie.